



# DE ROUBAIX - TOURCOING

## Au pied du mur

Les élections ne sont pas passées depuis si longtemps que les populations de ce pays aient oublié la façon dont elles se sont fait, fils n'ont pas oublié l'indigence du programme de nos adversaires, qui se contentaient de crier : « Bocheviki ! toutes les fois que nous montrons les électeurs en face de la réalité. Et quand nous proposons, après avoir montré la réalité, les solutions qui nous paraissent seules propres à sauver la France de la ruine menaçante, c'est encore en nous appelant bocheviki que l'on nous répendait.

En bien, les « bocheviki » dont je parle, n'ont pas été les seuls à avoir tenu ce langage. La Chambre nouvelle, elle-même, constituée que tous, d'une extrême à l'autre de l'hémicycle, réclamait à grands cris la vérité et proposait à qui mieux mieux des opérations « brutales » pour guérir la plaie dont nous souffrons.

Cette plaie, c'est la plaie d'argent. Elle tue, elle tue, elle est douloureuse, et elle ne guérit pas, il en souffre le peuple.

Alors, qui, avant le 16 novembre, n'aurait pu dire que nous ne sommes pas des « bocheviki », déclare maintenant qu'il faut remettre devant la réalité, si dure soit-elle, le régime que le temps du gaspillage nous a passés et qu'il y a des sacrifices à faire.

Le problème financier, qui était de ceux dont, avant les élections, on semblait le moins préoccupé, est brusquement passé au tout premier plan. N'importe, pas un mot, mais constatons que nous ne sommes pas un pays qui se débarrasse tout d'un coup de la gravité d'une situation que tout le monde est d'accord pour reconnaître aujourd'hui.

Cette fois, nous voici donc au pied du mur.

En face de la nouvelle Chambre se dressent un grand tableau, où les chiffres de nos dettes tiennent une vaste place : 25 milliards de dette consolidée, 70 milliards de dette flottante, 22 milliards de dette à terme, total : 157 milliards ! On ne les paiera pas. On consolidera la dette flottante par de nouveaux emprunts — ce qui ne sera pas une mince opération, si on arrive à la réaliser... Et on inscra chaque année au budget 7 milliards pour le service des intérêts. C'est un sacrifice formidable, mais on ne peut y échapper. La consolidation de la dette flottante, qui ruinera enfin la circulation des montagues de papier qui émettent exclusivement la circulation monétaire, est le seul moyen sérieux de rendre à notre franc sa valeur.

Il faudra donc se résigner à payer, pendant longtemps, 7 milliards d'intérêts annuels, car l'amortissement de la dette demandera un temps énorme. M. Klotz a pu dire, dans un débordement de ce lyrisme dont il arrosait si à propos les banquets d'avant le 16 novembre, en parlant de la France, qu'elle était « le pays où l'on aime le plus la dette ». On ne le dira pas. On consolidera la dette flottante par de nouveaux emprunts — ce qui ne sera pas une mince opération, si on arrive à la réaliser... Et on inscra chaque année au budget 7 milliards pour le service des intérêts. C'est un sacrifice formidable, mais on ne peut y échapper. La consolidation de la dette flottante, qui ruinera enfin la circulation des montagues de papier qui émettent exclusivement la circulation monétaire, est le seul moyen sérieux de rendre à notre franc sa valeur.

« Le crédit ne se résigne à payer, pendant longtemps, 7 milliards d'intérêts annuels, car l'amortissement de la dette demandera un temps énorme. M. Klotz a pu dire, dans un débordement de ce lyrisme dont il arrosait si à propos les banquets d'avant le 16 novembre, en parlant de la France, qu'elle était « le pays où l'on aime le plus la dette ». On ne le dira pas. On consolidera la dette flottante par de nouveaux emprunts — ce qui ne sera pas une mince opération, si on arrive à la réaliser... Et on inscra chaque année au budget 7 milliards pour le service des intérêts. C'est un sacrifice formidable, mais on ne peut y échapper. La consolidation de la dette flottante, qui ruinera enfin la circulation des montagues de papier qui émettent exclusivement la circulation monétaire, est le seul moyen sérieux de rendre à notre franc sa valeur.

« Bien ! Et maintenant que nous sommes d'accord sur ce point, avec nos adversaires, qui nous traitent de bocheviki parce que, nous, nous ne pouvons pas prendre 20 milliards ? »

Sur ce second point, nous ne sommes plus d'accord ; mais vous voyez que nous finissons par le devenir.

Pour le moment, en effet, ceux qui occupent les avenues du pouvoir ne voient d'autre solution que de demander des ressources à l'impôt. Cela, c'est la parole de tous les hommes d'Etat, même ceux qui sont les plus dévoués à la cause de la France. Mais on ne peut faire de l'impôt pour des gens auxquels il est impossible de demander un contribuable français, sous forme d'impôts directs ou indirects, un pareil effort. Il succomberait infailliblement sous le poids.

« Je n'ai pas l'habitude de faire de pronostics, mais je crois être bon prophète en disant que malgré tout, malgré le Bloc National, malgré la coalition des Grands Profiteurs qui semble avoir triomphé, il faudra en venir fatalement, inévitablement aux solutions que le Parti Socialiste n'a cessé de préconiser. Nous allons la voir à l'œuvre. Nous aurons à valailler ferme, mais nous aurons le dernier mot ! »

Emile BASLY,  
Député du Pas-de-Calais.

Mais non, la Vie n'est pas chère !

Un Boeuf coûte 17 francs, un Poulet vaut 10 sous !

OUT, MAIS CE N'EST PAS EN EUROPE !

Le Havre, 25 décembre. — Au cours d'une conférence, le lieutenant-colonel J. Tilho a raconté son voyage de Matadi au Congo, de 1917, et a fourni de précieux renseignements sur les points de vue géologique, géographique et ethnographique. Parlant du coût de la vie dans ces régions, il a dit qu'un boeuf valait naguère 7 francs, un mouton, 1 fr. 50 et un très gros poulet 50 centimes ! Mais les moyens de transport manquent.

## LE SALAIRE DES MINEURS

Les employeurs qui ne respectent pas les conventions établies vis-à-vis de leurs personnels sont les fourriers de discorde

Depuis plusieurs mois, la Fédération des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais voit sa patience mise à l'épreuve à propos de sentences arbitrales sur les salaires rendues en juin et en septembre derniers par les ministres de la Reconstitution Industrielle des Mines et du Travail.

Nous en sommes à nous demander à quel mobile on obéit dans certaines sphères patronales en ne voulant pas appliquer, dans la lettre et dans l'esprit, des sentences qui devaient être acceptées par tous.

Qu'a-t-on à gagner à entretenir l'esprit de défiance que — trop souvent, hélas ! — à bon droit, — les ouvriers mineurs sont obligés d'avoir sur la valeur des promesses qui leur sont faites ?

Depuis de longs mois, la Fédération des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais a soumis un cahier de revendications relatives aux salaires.

Les pourparlers n'ayant pu aboutir auprès des Compagnies, les ouvriers s'en remettent à l'arbitrage du ministre de la Reconstitution Industrielle et du ministre du Travail.

Deux sentences ont été rendues.

La première, en date du 18 juin dernier, stipulant des augmentations de salaires sous diverses formes, en regard de la cherté de la vie.

La seconde, en date du 25 septembre, qui fixe l'interprétation de la première.

Malgré la netteté de la sentence interprétative, les délégués des ouvriers ont rencontré jusqu'à présent les plus grandes difficultés pour obtenir l'application loyale des clauses et modalités quant aux catégories d'ouvriers déterminés et aux salaires de base pour les ouvriers mineurs et similaires occupés au fond et au jour.

Devant le mécontentement très vif et bien compréhensible des ouvriers, les délégués de la Fédération syndicale des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais ont fait une nouvelle démarche auprès des arbitres et, par une lettre en date du 1er décembre, le ministre du Travail donne de nouvelles précisions pour l'interprétation des sentences.

Ces précisions semblent conformes aux desiderata des ouvriers, mais il importe que les Compagnies exploitantes les appliquent dans l'application des clauses des sentences rendues une meilleure volonté que celle manifestée jusqu'à présent.

Les organisations ouvrières ont fait preuve d'une ténacité patiente ; il ne faut pas plus longtemps se jouer de leur bonne volonté.

Charles GONIAUX,  
Président du Syndicat des Mineurs du Nord.

## Pour ressusciter pie les régions dévastées

ON « STANDARDISE »

« Les Allemands ayant tout détruit dans les régions envahies, le gouvernement s'est trouvé en face de cette nécessité : chercher le moyen de ressusciter le plus vite possible et avec le minimum de dépenses nos provinces dévastées. C'est alors que le gouvernement a songé à « standardiser » la fabrication de tout ce qui est nécessaire, c'est-à-dire à imposer l'unification des types, des gabarits, des décalques. Exemples : les Compagnies de Chemins de fer avaient des profils de rails différents, suivant les réseaux. Cela nécessitait des fabrications différentes dans des usines où les matériaux devaient également varier ; les profils de construction ; les charnières, les boudins, les roues, les différents éléments de construction ; les portes, les fenêtres, les « ferronneries » de balcon, etc., variaient de formes et de dimensions à l'infini ; les vis changeaient de calibre au gré des fabricants. On pourra voir dans ces exemples à l'infini.

Aujourd'hui, grâce à la standardisation, on mieux à l'unification des types, tout cela pourra être fabriqué par tous les établissements dont l'outillage est identique ; la fabrication ira dix fois plus rapidement et les prix de revient seront considérablement abaissés parce qu'on fabriquera d'énormes quantités à la fois.

La commission a déjà standardisé les machines agricoles, les charrues, les éleveuses, les armoires porte-fraises, les charnières de tours, les amonchements, démontables, les verres à vitres, etc., etc. De tous ces objets, dont la diversité est infinie, il ne restera qu'un type qui sera fabriqué partout en même temps. L'économie sera considérable parce qu'il coûtera moins cher de fabriquer 100 objets identiques que 4 000 sortes du même objet, mais de cinq ou six types différents.

## Nous ne manquerons pas de viande

LE « PRIGO » SAUVE LA SITUATION

Pourrons-nous toujours être alimentés en viande ? Le cheptel européen a été ravagé au cours des invasions de barbares et les cranties formidables ne sont pas sans motifs.

## Les Sinistrés protestent contre l'Impôt sur le Revenu

PENDANT L'OCCUPATION, DISENT-ILS, NOUS AVIONS FAIT DES SACRIFICES POUR ASSURER NOS MOYENS D'EXISTENCE

A la suite des diverses protestations qui se sont déclarées voici celle des sinistrés : « A la suite d'une nouvelle réunion, les membres de l'Association des sinistrés du département du Nord, tout en reconnaissant le devoir pour tous les Français de remplir leurs obligations légales, ont émis l'opinion que l'Administration n'a pas eu à leur égard un souci de sollicitude et de bienveillance et notamment de leur demander d'autre déclaration que celle concernant leurs revenus en 1919, et pour laquelle il y a eu encore lieu d'attendre que la situation financière de chacun contribuait soit éclaircie. »

En conséquence, le vote suivant a été émis : « 1. Désormais, les sinistrés du département du Nord, considérant que les habitants des régions envahies, pendant les années qui viennent de s'écouler, ont eu à supporter des charges, ont vu disparaître une grande partie de leurs propriétés et ont été obligés de faire des dettes pour assurer leurs moyens d'existence pendant l'occupation. »

Considérant, de plus, que les lois motivant la perception des impôts n'ont pas été appliquées dans les conditions, serait à la fois injuste et illicite.

Considérant que la déclaration des revenus est un acte de confiance, et que la question des intérêts moratoires n'aura pas été réglée et qu'en effet les habitants des régions envahies ne pourront pas déclarer leurs revenus et leurs revenus tant qu'ils ne connaîtront pas le passif qu'ils doivent acquitter.

Demande qu'il ne soit fait aucune déclaration pour les années 1918 et 1919, qu'un long délai soit accordé pour l'année 1919.

## C'est la Paix, mais... des canons, des munitions !

ON EN VEUT, ON EN DEMANDE... POURQUOI FAIRE ?

Voici une lettre que le Ministre de l'Armement a adressée, le mois dernier, au président du Consortium de fabrication des V. B. « En supposant une reprise éventuelle de fabrication de fusils V. B., je vous serais obligé de me dire si vous seriez prêts à reprendre votre fabrication de guerre, et dans ce cas, de me renseigner sur les points suivants :

« 1. Dans quel délai pourriez-vous commencer la fabrication ?

« 2. Dans quel délai pourriez-vous commencer les premières livraisons ?

« 3. Quel serait le nombre maximum d'unités que vous pourriez livrer chaque jour, et sous quelle forme (fusils V. B., bruts de fonderie, ébauchés, etc.) ?

« 4. Dans quel délai serait atteinte cette livraison maximum ? »

Des questionnaires relatifs à d'autres sujets ont été adressés aux usines ayant travaillé à des fabrications dépendant du Ministère de l'Armement.

## Pour nos soldats tombés en Belgique

UN SERVICE D'ETAT-CIVIL EST CREE

Un service français de l'Etat-Civil chargé de recueillir et d'organiser les sépultures des soldats tombés en Belgique, vient d'être créé à Bruxelles. Les familles désireuses de recevoir des renseignements sur la sépulture de leur enfant, peuvent en Belgique, par l'intermédiaire d'un service, soit au chef de l'Etat-Civil français, 5, rue du Gouvernement à Bruxelles, soit à l'un des officiers français de ces sections de l'Etat-Civil, Foprische, Charlier et Virion, siège des trois sections qui ont été organisées.

## ÉCHOS

ERUDITION BOGIE

On connaît déjà cette savante bibliographie de Letour et de Lefebvre, qui ont réuni les grands mathématiciens philosophes français pour un manuel sur les devoirs du marchand de legs.

« Voilà qui n'est pas sans intérêt ! » Dans le livre d'un fameux biologiste allemand sur la théorie des cellules animales, on trouve, à l'article des ouvrages à consulter sur cette matière :

« Bahaut, impressions cellulaires. — Bahaut, ancien ministre, publie un livre d'impressions sur son séjour à la prison de Clairvaux. — Chateaux les méthodes allemandes ! »

LES CURIOSITES DE FOLK-LORE

Nulle part au monde, autant qu'en Angleterre on ne respecte les vieilles croyances et les anciennes traditions. Tout dernièrement on a découvert, se trouvant dans la petite ville anglaise de Newmarket, dans une cave souterraine, un beau milieu du jour les cloches de l'église sonner à toute volée. Comme il est demandé la raison, on a dit que c'était une suite de cloches avait pour cause une histoire ancienne.

Un ancien Gofor s'était perdu, au Moyen Age, dans un pays proche, ne trouvant son chemin qu'en entendant sonner les cloches. On dit qu'il avait été sauvé par les cloches de son village et qu'il avait écrit un livre sur ce sujet. On dit qu'il avait écrit un livre sur ce sujet.

## On attend le « Tailleur National » pour Dames

IL SERA DISTRIBUE GRATUITEMENT DANS LES REGIONS LIBREES

Nous serons, paraît-il, cet été, nationalement habillés ; c'est-à-dire d'une façon convenable pour un prix modeste. L'achat d'un complet masculin, qui boulesverse à l'heure actuelle pour plusieurs mois le budget d'un ménage modeste, ne nécessitera plus la réunion d'un conseil de famille. Mais, et les femmes ? N'auraient-elles pas quelque raison à trouver, dans ce qui qu'on semble avoir fait de leur sort, un argument de plus pour celle chose que le sexe fort acquiesce tout à son profit ? Car elles s'habituent, elles aussi, et les prix de leurs vêtements ont monté aussi bien que ceux de leurs maris.

Le costume national pour femme ? A dit un président de Syndicat de confectionneurs pour dames, mais il existe en ce moment même que ce projet a été presque écarté.

Et il explique :

« Le ministère de la Marine disposait, au moment de l'armistice, d'un stock de laine assez important dont il n'avait pas l'utilisation. Le ministre des Régions libérées l'acheta au mois d'avril et le fit tisser. Les draps ainsi obtenus sont actuellement livrés aux membres de notre Syndicat, qui, chacun pour la part qu'il en peut faire, confectionnent des manteaux, des jupes et des costumes tailleur. Ce stock d'une coupe assez démodée, choisie par le gouvernement entre les plusieurs modèles que nous avons proposés. Des chapeaux ? Il y a suffisamment d'étoffes pour faire cent mille articles qui se décomposent en 25 000 manteaux, 25 000 jupes, 25 000 costumes, etc. »

Ces derniers vêtements à 90 francs environ et sont de qualité supérieure à ceux vendus le double dans le commerce. Mais ils ne seront pas mis en vente. Envoyés aux maries des pays « plus atteints » au fur et à mesure de leur fabrication, ils seront distribués gratuitement.

« Les régions libérées une fois pourvues, sera-t-il possible d'établir un costume féminin dont la prix correspondrait au complet national ? »

« Oui, mais tout dépend du prix des étoffes, dont la hausse s'accroît et si ne sera guère possible, d'ici six mois, de trouver du drap à moins de 20 francs le mètre.

« Si le gouvernement dispose de stocks qu'il peut livrer à un prix avantageux, ou si le drap national vient à manifester une existence réelle, peut-être le costume national féminin sera-t-il possible ? Nous sommes tout disposés à nous occuper de la fabrication sans faire de profit sans perdre d'argent non plus. Mais je ne croie pas qu'on puisse rien entreprendre, avant un certain temps. »

Attendons donc... le « tailleur national » pour dames.

## Dans le Monde

UNE GRANDE DAME A TUE UN BARONNE BIJOUX

La baronne Sclafetti, très connue dans la société parisienne, vient d'être assassinée à Varsovie par une ancienne dame d'honneur de l'impératrice douairière de Russie. La meurtrière a tué sa débriée une somme de près de deux millions et des bijoux d'une grande valeur.

UN CHATELAIN FRANCAIS, SA FEMME ET DEUX DE SES ENFANTS, ASSASSINES PAR LES LEURS.

Bruxelles, 25 décembre. — On mande d'Arlois qu'un Français, habitant un château près de Bastogne, a été assassiné, ainsi que sa femme, son fils aîné et sa fille, par des brigands qui ont pris pour cible un nombre de treize, ont donné l'assaut à l'habitation.

Les bandits avaient préalablement coupé les fils téléphoniques et tué le chien de garde.

On dit que deux des fils des propriétaires du château, avaient couronné avec les brigands de leur monter l'endroit où leur mère plaçait ses bijoux, évalués à plus d'un million. Cinq vieux domestiques ont été arrêtés.

## Les Boches envoient toujours des notes

NE FERAIENT-ILS PAS MEUX DE PAYER CELLE QUI LES NOURRIT ?

Paris, 25 décembre. — Les allemands ont fait parvenir trois notes à la conférence de la paix. Elles ont trait à la question du transport des troupes de la mise en vigueur du traité de Versailles, la seconde répond à une question posée par le Comité des Nations, et la troisième concerne certaines précisions sur les croiseurs légers et donne certains renseignements sur le matériel de guerre qu'on actuellement en réparation en France.

En fin de troisième de M. de Lersner annonce aux délégués que l'Assemblée nationale vient d'arrêter un projet de loi portant modification de leur constitution prévoyant le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.

## VOYAGEURS ET REPRESENTANTS METTEZ-VOUS EN REGLE

VOUS DEVEZ PORTER UNE CARTE D'IDENTIFICATION PERSONNELLE

Aux termes de la loi du 8 octobre 1919 et du décret du 29 novembre 1919, toute personne rétribuée par salaires, redevances ou commissions, dont l'occupation habituelle est d'intervenir pour la vente d'articles entre producteurs, industriels ou commerçants, doit être pourvue d'une carte d'identité professionnelle.

Cette carte est délivrée pour l'arrondissement de Lille, à la Préfecture par Jacques-Jacques Gléclé, au rez-de-chaussée, pour les autres arrondissements de la Sous-Préfecture, sur le vu d'une demande sur papier libre comportant les indications suivantes :

## LES CHEMINOTS PARISIENS RECLAMENT LA NATIONALISATION

LES MEMBRES DES SYNDICATS PARISIENS ET DE LA FEDERATION DES CHEMINOTS DES CHEMINS DE FER ONT LENU DES REUNIONS DANS LES GRANDES SALES DE LA BOURSE DU TRAVAIL. L'ORDRE DU JOUR DES REUNIONS PORTAIT : LA NATIONALISATION. BIEN QU'IL SOIT NOTÉ DE REVEILLON, LES CHEMINOTS ET CHEMINOTES AVAIENT REPONDU EN TRÈS GRAND NOMBRE A L'APPEL DES COMITÉS ORGANISÉS ET A PARTIR DE 21 HEURES, LES SALES FERRERO ET JEAN SURET ÉTAIENT COMPLETEMENT ENVASÉES PAR LES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER.

Des orateurs de l'Union des Syndicats de la Seine et de la Fédération ont pris la parole pour exposer les revendications des assistants.

« A ce sujet, il a été adopté un ordre du jour disant notamment : « Les cheminots, prenant l'engagement d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour imposer à brève échéance un accord général et intégral de leurs revendications, plaçant au premier plan la nationalisation des chemins de fer, les délégués ont décidé pour cet effet, et pour toutes les autres, de n'hésiter pas à employer le seul moyen efficace en leur pouvoir : la grève. A ce sujet, il a été adopté un ordre du jour disant notamment :

« Les cheminots, prenant l'engagement d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour imposer à brève échéance un accord général et intégral de leurs revendications, plaçant au premier plan la nationalisation des chemins de fer, les délégués ont décidé pour cet effet, et pour toutes les autres, de n'hésiter pas à employer le seul moyen efficace en leur pouvoir : la grève. A ce sujet, il a été adopté un ordre du jour disant notamment :

« Les cheminots, prenant l'engagement d'employer tous les moyens en leur pouvoir pour imposer à brève échéance un accord général et intégral de leurs revendications, plaçant au premier plan la nationalisation des chemins de fer, les délégués ont décidé pour cet effet, et pour toutes les autres, de n'hésiter pas à employer le seul moyen efficace en leur pouvoir : la grève. A ce sujet, il a été adopté un ordre du jour disant notamment :

## Où il y a stocks il y a voleurs

LES DÉCOUVERTES CONTINUENT A PONT-LEVEQUE

Pont-Évêque, 25 décembre. — Les expéditions suspectes de sacs à la gare de Decauville viennent de faire découvrir une bande d'individus ayant commis de nombreux vols au préjudice des anglais du Camp de Saint-Arnaud. Le siège de la bande se trouvait dans un café de Trouville. Une instruction est ouverte contre le patron de cet établissement et autres individus qui ont été achetés par la bande. On a expédié toutes les marchandises volées à un receveur de Paris qui payait par mandat télégraphique.

A BORDEAUX

Bordeaux, 25 décembre. — La police spéciale continue à opérer avec une grande activité au camp de Saint-Arnaud et a effectué la liquidation des stocks américains.

18 arrestations ont été opérées, dont celle d'un délégué de la Société coopérative de la Corrèze.

## L'attribution des anciennes colonies allemandes

LE CONSEIL SUPREME EN A DECIDE

Paris, 24 décembre. — Au cours de sa réunion d'aujourd'hui, le Conseil Suprême a examiné les projets de convention établis en vertu de l'article 157 du traité de paix et relatifs à l'attribution des anciennes colonies allemandes d'Afrique et du Pacifique.

La Commission, qui avait siégé récemment à Londres, avait préparé sept projets de convention concernant ces divers territoires. Le Conseil a approuvé les premiers relatifs aux territoires de l'Est-Africain allemand, qui sont cédés en grande partie à la Grande-Bretagne et en partie à la Belgique, et qui doivent être administrés suivant le type du mandat B (régime de la Société des Nations).

Les autres projets concernent les territoires du Pacifique et de l'Afrique, qui devaient être administrés suivant le type du mandat C (administration analogue à celle du pays mandataire), n'ont reçu l'approbation que de trois des délégations, la délégation japonaise ayant réservé son approbation.

## Pour la reconstitution agricole

LA C. G. A. DES R. L. A CONFERTE AVEC LE MINISTRE

Paris, 25 décembre. — M. Tardieu, ministre des régions libérées a reçu aujourd'hui une délégation de la confédération générale des associations agricoles des régions libérées, présidée par le président Frédéric Leiraud et le commissaire général M. Edouard de Warren, délégué des régions libérées.

Il a été parlé de la question de la fixation des prix et de la répartition des terres. M. Tardieu a demandé à la confédération de lui soumettre un programme de collaboration des groupements agricoles avec l'Etat administratif de chaque département d'une part, et d'autre part, du bureau confédéral avec son Ministère à Paris.

## Les Berruyers mangent la boule

LES PATRONS BOULANGERS DE BOURGES SONT EN GREVE

Bourges, 25 décembre. — Aucune boulangerie n'est ouverte ce matin ; les patrons boulangers font grève.

Dix dépôts ont été installés dans les écoles communales pour distribuer à la population le pain fabriqué dans les manufactures militaires.

## N' TEN FAIS PAS POUR LE MAZOUTI PECHELBRONN EN DONNE

On signale que selon les déclarations du directeur des mines de pétrole de Pechelbronn (Alsace), la source jaillissante de pétrole découverte le 6 décembre débite 50 000 litres d'huile brute par jour. Si l'on arrivait à tripler la production, elle suffirait à la consommation de la France.

## EN CETTE NUIT DE NOEL LES RIVIERES SORTIRENT DE LEUR LIT

LA SEINE MONTE DOUCEMENT

Paris, 25 décembre. — A la suite d'une petite crue de l'Yonne, la Seine cote à m. 42, et pourra atteindre d'ici demain 2 m. 90 à Austerlitz et 3 mètres 75 à Bezons.

LA MOSELLE A MONTE DE 3 METRES ET FAIT ARRETER LE TRAVAIL

Remiremont, 25 décembre. — La crue de la Moselle a atteint 5 mètres cette nuit. La durée a commencé. Les dégâts matériels sont importants. De nombreuses usines sont submergées, et le travail est arrêté depuis deux jours. On ne signale pas d'accident de personne.

LA SAONE ET LE RHONE CROSSIÈRE ET CAUSENT D'ENORMES DEGATS

Lyon, 25 décembre. — Les pluies torrentielles de ces jours derniers ont provoqué une crue considérable de la Saône et du Rhône. Le cours d'eau de celui-ci efflue le mur de soutènement, des débris de toutes sortes ont été emportés.

Les villes souterraines de la Saône signalent que celle-ci déborde en maints endroits. Les affluents : l'Am, la Suar, la Ceye, la Ressouze, débordent également, causant partout d'énormes dégâts.

Les inconvénients continuent dans toute la région.

## LA CRUE DE LA MEURTHE EST UNE IMMENSE CATASTROPHE

Nancy, 25 décembre. — Les eaux de la Meurthe continuent à grossir. Pendant toute la nuit, des hommes de troupe et des agents de police ont organisé le sauvetage des personnes menacées dans leur maison. Néanmoins, on a à déplorer plusieurs accidents mortels : une vieille femme paralytique qui pour échapper à l'eau, un cavalier a été entraîné par la violence du courant.

Les usines électriques sont submergées, ainsi que l'installation frigorifique des abattoirs. Les dégâts de la Meurthe ont pris l'initiative de distribuer les premiers secours aux victimes. Les communications par voie ferrée avec l'Alsace-Lorraine sont interrompues. Si la crue s'accroît encore, elle révélera un caractère de gravité exceptionnelle. On conserve cependant quelque espoir : la service d'hydrographie a annoncé ce soir une amélioration.

« Au cours d'un sauvetage d'une victime de l'inondation, le soldat Sauvignard se noya. Une dame nommée Kéllé, qui avait refusé de quitter son domicile envahi par les eaux fut également noyée. »

« On annonce dans toute l'Alsace de grandes inondations en amont de Strasbourg. L'Elbe déborde, submergeant les champs et les prés, et les vallées des Vosges. Dans la vallée de Sainte-Marie-des-Mines, la circulation est interrompue. »

## Le premier Noël de Paix

Il a été fêté avec enthousiasme A PARIS

Paris, 25 décembre. — Paris a célébré le premier Noël la paix avec le plus grand enthousiasme. Favorisé par une température décevante, la nuit du Réveillon avait attiré au dehors une foule considérable. Les églises, les théâtres, qui jouaient à bureau fermé, puis les restaurants, furent littéralement pris d'assaut.

Les grands boulevards et les principales artères de la capitale ont présenté toute la nuit une animation considérable.